

APRÈS LES MANIFESTATIONS MUSULMANES

A DIX MINUTES DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Des hommes vivent dans la grand'peur : les habitants des bidonvilles

C'est une avenue, large comme une autoroute, bordée parfois de grands immeubles modernes, qui conduit à ce bidonville. De la grande arête une bretelle se détache, qui monte vers le terre-plein où s'agglutinent confusément la tôle, les planches, les murs de parpaings, les carcasses de camions ou de wagons.

C'est une agglomération de plus d'un millier d'hommes, de femmes et d'enfants d'origine nord-africaine. Les clapiers où ils s'entassent ont été souvent décrits. La cité n'en reste pas moins mystérieuse. Hormis quelques journalistes, quelques commerçants du voisinage et des policiers, rares sont les métropolitains qui s'y aventurent. Aujourd'hui le bidonville est plus isolé que jamais. Le mur — invisible — que les Européens ne franchissent pas pour entrer, les musulmans n'osent

plus le traverser pour sortir. Ainsi naissent d'eux-mêmes les « ghettos ».

Retraqués du monde, fût-ce dans un ghetto, des hommes pourraient du moins espérer et vivre en paix. Mais dans ce coin de Maghreb du bord de la Seine ce n'est même pas le cas. Le monde extérieur, ou si l'on veut, la France, fait irruption de temps à autre ici. Il se présente au nom de la loi, il est représenté par la police, et l'irruption est souvent brutale. A l'intérieur de la communauté une autre présence se manifeste non moins durement : celle du F.L.N.

Le drame qui se joue là est sans doute connu — ou plutôt — de façon trop abstraite. Ce que l'on imagine moins bien, c'est la vie de ces « Misérables », version 1961, dans de semblables conditions matérielles, morales et politiques.

Par MICHEL LEGRIS

Il n'est pas aisé de délier les langues au bidonville. « Je ne sais pas. Je n'étais pas là », c'est à peu près tout ce que l'on répond au journaliste qui cherche à l'informer sur les derniers événements. Les femmes se montrent encore plus éfarouchées : elles se hâtent, à son approche, de rentrer dans leur mesure et de refermer leur porte. Paradoxalement, lorsque ce même journaliste, au long des sentiers boueux ou stagnants, des mares vertes, croise un Algérien qui regagne son domicile, il se verra gratifier d'un « Bonjour, monsieur », prononcé

d'une voix humble et basse. On l'a pris pour un inspecteur de police.

Pour vaincre ce climat de méfiance, de prudence, en un mot de peur, il faut être connu. C'est le cas de quelques jeunes gens ou jeunes filles qui viennent ici chaque jour pour distribuer le courrier, rédiger les feuilles de la Sécurité sociale, apporter aussi une aide matérielle dans les ménages.

« Personne n'oserait appeler une ambulance la nuit »

Ces Européens nous ont fait part de leur indignation après les violences qui ont accompagné les descentes de police opérées au bidonville ces temps derniers. Et aussi de leurs inquiétudes. La population européenne de la ville de banlieue voisine — une banlieue « rouge » pourtant — est gagnée par le racisme :

« Si l'on serre la main à un Algérien dans la rue, si on l'aide à la poste à remplir le libellé d'un mandat, les gens vous regardent « de travers », se livrent même à des réflexions désobligeantes. » Et ces Européens ajoutent : « Nous craignons de voir la localité devenir Bab-El-Oued. »

L'état d'esprit du bidonville n'est pas moins lamentable : « Les familles sont réduites au désespoir. Beaucoup estiment que désormais elles n'ont plus rien à perdre. Les Nord-Africains n'osent plus sortir des bidonvilles de peur d'être arrêtés et malmenés. Ceux qui ont été blessés au cours de la manifestation, ou après, redoutent de faire le trajet jusqu'à l'hôpital ou au dispensaire où ils recevaient des soins. Lorsqu'une femme enceinte est près d'accoucher, il faut l'envoyer un certain temps d'avance, à la maternité : si les douleurs la prennent la nuit personne ne voudrait aller appeler l'ambulance ! »

Pénétrons maintenant au bidonville. Il est à peu près 10 heures du matin. Un homme porte sur

l'épaule un mouton écorché. Il se dirige vers une baraque de ciment. Sur le mur une inscription à la craie, en lettres majuscules romaines : boucherie. A côté de l'inscription une ouverture rectangulaire : le comptoir. Car la boutique est trop étroite pour que les clients y pénètrent.

Dans un chemin un camion s'engage en cahotant. C'est celui d'un livreur qui vient apporter des bouteilles dans une des épiceries-buvettes-marchands de primeurs installées ici et là.

Allez des hommes s'affairent à réparer le toit de leur mesure en prévision de l'hiver. D'autres déambulent de leurs maisons à une buvette.

Ici et là encore, une petite fille aux yeux noirs marche, un sac à provisions à la main... Aujourd'hui c'est un jour de vie « normale ».

Quelques signes cependant trahissent l'atmosphère lourde de ces lieux. Un Algérien, voyant que j'ai un journal à la main, me demande si je peux le lui vendre. Apparemment il préfère se le procurer par mon intermédiaire plutôt que d'aller jusqu'à la « ville ».

L'incertitude apparaît sur les visages lorsque nous pénétrons dans un café-épicerie. Le patron est un jeune Marocain. Nous sommes d'ailleurs dans le « quartier » marocain. Imaginerait-on que dans ces amas confus de cabanes il pût exister une division en « quartiers » ? C'est pourtant une réalité.

Des pièces d'identité déchirées

Dans le café où l'on me parle, les regards inquiets se dirigent de temps à autre vers la porte, restée ouverte. On redoute les représailles que la police pourrait exercer sur ceux qui viendraient à se plaindre de son attitude, au cours des journées de manifestations.

Le commerçant parle le premier : « Jeudi dernier les policiers ont fait entrer dans mon magasin des Algériens, les ont alignés face au mur, mains en l'air. Ils ont enlevé les vêtements, les fruits, les poids de la balance et les ont jetés sur les étagères et sur moi. L'un d'eux m'a également frappé d'un coup de crosse au menton. »

D'autres racontent comment leurs papiers d'identité ou des feuilles d'allocation familiales ont été déchirés ou foulés aux pieds, et comment ils ont été frappés avant d'avoir pu s'expliquer. Quant au couvre-feu... Notre interlocuteur n'étant pas Algérien, il y était en principe pas astreint. Donc, il n'avait pas droit à un laissez-passer. Le chef d'entreprise

de l'usine où il est employé lui a cependant délivré une attestation selon laquelle son travail se termine à 23 heures. Mais posséder ce papier ne suffit pas à le rassurer. « J'ai peur, dit-il, d'être emmené et frappé avant d'avoir pu m'expliquer. Je me suis fait mettre en congé de maladie. » Et de citer quelques compatriotes emmenés à Vincennes ou à Versailles mardi et mercredi soir.

Les vexations, les brimades, ont précédé les manifestations de la semaine dernière.

Un homme montre le reçu d'une contravention de 3 NF datée du mois de septembre.

« Ce jour-là », raconte-t-il, un agent qui se trouvait de l'autre côté de la rue où je marchais m'a interpellé. Comme il le demandait je suis allé directement vers lui. Il a contrôlé mes papiers, a constaté que j'étais en règle, mais m'a dressé une contravention pour être passé en dehors des clous. »

Le passage des harkis

Mais, à côté de mesquins coups d'épingle, il y a eu des faits plus graves. Ce sont des femmes marocaines, au front et aux mains marqués de tatouages, qui parlent maintenant : « Il y a une quinzaine de jours des harkis ont brisé à coups de crosse la vitre de notre fenêtre. Ils ont frappé notre oncle, ont regardé dans son portefeuille. Lorsqu'ils lui ont rendu ce portefeuille 300 000 francs manquant. Notre oncle est allé se plaindre au commissariat. Il a été reçu. »

« Les harkis ont également crevé les pneus de la voiture de notre voisin. »

« Notre père a également été frappé par trois inspecteurs d'autres mains. »

« Et si l'on se plaint, ajoutent-ils, on s'entend répondre : si vous n'êtes pas contents, retournez chez Hassan. »

Aux récits personnels succèdent les drames vécus par d'autres. Ce sont parfois des rumeurs terribles. On parle d'un jeune Marocain jeté à la Seine avec un camarade. Il a réussi à nager et à sauver son compagnon. Depuis il aurait regagné l'empire chrétien.

Mes interlocuteurs, qui paraissent sincères, montrent un certain souci d'objectivité : « Non, ce n'est pas toujours ainsi. Parfois les policiers qui nous contrôlent, se reti-

rent en s'excusant lorsqu'ils ont constaté que nous sommes Marocains et non pas Algériens. »

« Cependant ils sont maintenant assez près du désespoir. Certains songent à repartir dans leur pays. Mais comment ? « Nous sommes dix. Nous sommes venus petit à petit. Où trouver l'argent pour payer tous ensemble ? », soupirent la mère et la fille, qui sont l'une et l'autre, enceintes. »

Les occasions de recevoir des coups, d'être emmenés au poste, sont en effet plus nombreuses pour les Algériens. Ils semblent plus nombreux, plus fermés encore que leurs coreligionnaires marocains. Eux n'ont pas le recours de songer à un départ éventuel. « Ici, c'est comme là-bas », disent-ils en faisant un geste qui veut désigner la direction de la Méditerranée.

Il ne leur reste qu'à chercher à s'accommoder tant bien que mal des conditions de vie que le sort leur impose.

Le couvre-feu ? Ils cherchent à l'observer. L'un ne rentre plus et couche dans son usina. L'autre a obtenu de son employeur la permission de prendre le travail à 7 heures au lieu de 6.

Quelques-uns, à la nuit tombée, clouent leur porte, éteignent les lampes à pétrole, pour faire croire à leur absence, à leur départ. Ils ont peur parce qu'ils se sou-

AU CONSEIL DES MINISTRES

Deux mille cadres du F.L.N. ont été arrêtés à Paris la semaine dernière, estime M. Roger Frey

Dans la communication qu'il a faite au conseil des ministres sur les manifestations musulmanes qui se sont déroulées à Paris la semaine dernière et sur leurs conséquences, M. Roger Frey a précisé que 11 094 des 14 094 français musulmans d'Algérie arrêtés ont été relâchés. 500 au moins doivent être remis en liberté incessamment.

Toutefois, dans le dernier chiffre figureraient, a déclaré M. Terrenoire, les musulmans qui avaient été relâchés dans « leurs douars d'origine ».

Il reste donc actuellement environ un peu plus de deux mille musulmans entre les mains de la police. Ils sont pour la plupart considérés, a précisé le porte-parole du gouvernement, comme des responsables à divers échelons de la wilaya de Paris et de la fédération de France du F.L.N.

M. Frey a rappelé d'autre part que étaient actuellement les effectifs des musulmans algériens résidant en France. Au total leur nombre s'élève à quatre cent mille au minimum, un recensement d'une plus grande précision étant difficile à établir. Ils se répartissent ainsi, y compris les femmes et les enfants : 180 000 dans l'agglomération parisienne et la banlieue ; 25 000 dans le Nord, 40 000 dans l'Est, 40 000 dans la région Lyon-Saint-Etienne, 35 000 au moins dans la région marseillaise. Les autres grandes villes en attendent un certain nombre également : 8 000 à Dijon, 5 000 à Toulouse, 3 000 à Bordeaux, 2 500 à Rennes.

Les cadavres de deux Algériens découverts à Clichy-sous-Bois

Deux cadavres d'Algériens en état de décomposition avancée ont été découverts en bordure de la route départementale 129, près du lieu dit les Poules blanches, à Clichy-sous-Bois.

Les morts avaient les mains liées derrière le dos et portaient des traces de strangulation. Ils étaient démunis de pièces d'identité. Le parquet de Pontoise a ouvert une information.

Un nouveau témoignage

Nous avons reçu parmi d'autres une lettre signée d'un commerçant de la banlieue parisienne, qui écrit notamment :

Monseigneur le directeur, Je suis commerçant et compte plusieurs Français musulmans parmi mes clients.

L'un d'eux devait venir chercher des vêtements vendredi dernier. Je viens de la voir, sortant des locaux de la police de Montreuil-sous-Bois, où il avait été emmené (ramassé par une voiture de police) jeudi dernier, à 19 h. 50, à 100 mètres du chantier dont il était gardien.

Sans aucune explication ni demande, il fut contraint, P.M. sur

le ventre, à monter dans la voiture, où il reçut une première grêle de coups.

Les 400 NF qu'il avait sur lui furent confisqués, ainsi qu'une montre-bracelet, des son arrivée à Montreuil. Carte d'identité, fiche de paie, livret militaire (vingt-huit mois de service militaire en tant que Français à part entière), ne lui furent d'aucun secours.

Cinq jours d'incarcération presque sans nourriture.

On ne peut plus se taire, on ne peut plus rester passif, on alors reconnaissons cyniquement que nous sommes complices.

Moi aussi j'ai honte, honte à en pleurer.

LES C. R. S. NE POURRONT UTILISER LEUR NOUVEL ARMEMENT QUE SUR L'ORDRE DE L'IGAME

Les fonctionnaires civils qui constituent les compagnies républicaines de sécurité viennent d'être dotés d'un nouvel armement (1), fusils mitrailleurs et fusils lance-grenades.

Chaque compagnie disposera désormais de huit fusils mitrailleurs et de quatre fusils lance-grenades ; mais ces douze armes seront placées dans une camionnette qui suivra l'unité, sous la surveillance de quelques hommes. C'est seulement sur l'ordre du préfet-igame de la région ou du ministre de l'intérieur que dans le cas où une manifestation prendrait une trop grande ampleur fusils mitrailleurs et fusils lance-grenades seraient distribués.

D'autre part il a été décidé, toujours pour éviter tout réflexe inconsidéré, qu'un quart seulement des hommes d'une compagnie disposeront de leurs armes individuelles au début d'une intervention pendant une manifestation. Trois sections sur les quatre, que compte une C. R. S., laisseront ces armes individuelles dans la « camionnette-arsenal » et ne garderont que les matraques.

(1) Voir le Monde du 24 octobre.

• UN MEETING INTERDIT. — Le meeting organisé à pour la paix, contre la violence et le racisme, qui devait se tenir jeudi, à 20 h. 30, à la Mutualité, a été interdit. Les organisateurs protestent dans un communiqué contre cette interdiction qui leur a été notifiée par la préfecture de police.

Le R. P. Avri, M. Emmanuel d'Azur, Claude Bourdet, le pasteur Lochar, M. Georges Monlaron, Jean Schaeffer, André Souquet, et Jacques Madaule, qui devaient prendre la parole au cours du meeting, tiendront vendredi 27 octobre, à 17 heures, une conférence de presse dans les salons de l'hôtel Moderne.

• L'UNION DES SYNDICATS C.G.T. DE LA SEINE vient de adresser de nouveaux aux autres organisations syndicales (C.F.T.C., F.O. et F.E.N.) (Fédération de l'éducation nationale autonome) pour leur proposer un préambule dont l'objectif serait de déterminer les formes d'action susceptibles d'imposer enfin la paix en Algérie.

• TRACTS ET EMBLEMES O.A.S. EN METROPOLE. — Des tracts de l'O.A.S. ont été glissés dans les boîtes aux lettres de nombreux habitants de Longjumeau (Meurthe-et-Moselle).

• A Bayonne la police a arrêté mercredi soir trois jeunes gens, dont un mineur, qui avaient été surpris en train de prendre des inscriptions O.A.S. dans une rue proche de la sous-préfecture.

• A Orly, pendant quelques instants, un drapeau noir frappé en bleu des trois lettres O.A.S. a flotté sur l'aéroport. Il avait été placé au cours de la nuit sur une terrasse de la façade nord. L'emblème a été aussitôt retiré.

• A Ajaccio un drapeau portant le signe O.A.S. flottait mercredi matin sur la terrasse du casino municipal.

PARIS LONDRES

par **BEA AIR FRANCE**

13 départs tous les jours à partir de 144,60 NF (Aller Retour) Départ à votre choix d'Orly ou du Bourget

Services réguliers
PARIS-MANCHESTER : 288 NF (AR)
NICE-LONDRES : 606,60 NF (AR)

AIR FRANCE LE PLUS GRAND RESEAU DU MONDE **BEA**